



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation de Monsieur le Président à
la CDSP pour la gestion et l'exploitation du
Zénith, du Corum et des Plages : Madame
Chantal MARION**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-5 et L. 5211-9 ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14958 du 2 novembre 2017 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith, du Corum et des plages,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith, du Corum et des plages, peut désigner une personne appelée à le représenter.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Chantal MARION est désignée en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith, du Corum et des Plages.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION est autorisée à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission et à signer tous les documents relatifs à la délégation de service public afférente.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64625-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté permanent de limitation de vitesse
sur la RD5 du PR 7+850 au PR 9+346 sur
le territoire de la Commune de Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5217-3 qui vient en dérogation des articles L2213.1 à L2213.6
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine de la voirie et de l'espace public ;
- **VU** le Code de la route et notamment les articles R.411-8 et R.411-25 ;
- **VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 8ème partie : signalisation de prescription ;
- **Considérant** que l'augmentation de la circulation des véhicules, induite par la réalisation de la ZAC de St Estève sur le territoire de Pignan et de la sortie directe de cette zone sur la RD5 par l'avenue du général Grollier, présente une situation à risque en termes de densité de véhicules.
- **Considérant** qu'il appartient, en conséquence, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ses pouvoirs de police de limiter la vitesse pour des raisons de sécurité à tous les véhicules automobiles sur la RD5 du PR7+850 au PR9+346 sur le territoire de la commune de Pignan.

ARRETE

ARTICLE 1 : La circulation de tous les véhicules est limitée à 70km/h dans les deux sens de circulation, sur la RD5 du PR 7+850 (après l'intersection avec les RD5 / RD5E4 / 5E12) au PR9+346 (giratoire RD5 / RD27) sur le territoire de la commune de Pignan.

ARTICLE 2 : Les prescriptions ci-dessus seront indiquées par la pose des panneaux suivants :
- panneau B14 mention « 70 » + panonceau M9z « rappel »

ARTICLE 3 : La signalisation routière réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (LIVRE1 – 4ème partie).
La signalisation sera mise en place et entretenue par le service réseaux structurants de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 5 : Le Général de Brigade du Groupement de Gendarmerie de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 nov. 2018

Signé.
Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE

Publiée le : 14/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63195-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/11/18

Réception en Préfecture : 14/11/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté de changement de dénomination - Nouvelle dénomination de la RM610E1

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3221-4, L. 5211-9 et L. 5211-10.
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le Code de la voirie routière ;
- **VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- **VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 8ème partie : signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel ;
- **VU** l'arrêté n°A2017- 274 du 2 novembre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur DUDIEUZERE Vice-Président chargé des domaines de la voirie et de l'Espace public ;
- **Considérant** l'obligation de modifier la dénomination de la RM610E1 dite déviation de Castries en RM610.

A R R E T E

Article 1 : La nouvelle voie RM610E1 dite déviation de Castries change de dénomination et se nomme RM610 de l'intersection RD610 PR2+000/RM610 (giratoire des Coustelliers) à l'intersection RD610 PR5+500 / RM610.

Article 2 : Monsieur le Responsable des réseaux structurants est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 15 nov. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Pierre DUDIEUZERE

Publiée le : 15/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-66817-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/11/18

Réception en Préfecture : 15/11/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Établissement
INTERMARCHE COURNONSEC
CENTRE COMMERCIAL LE
FRIGOULET dans le système de collecte et
de traitement de Montpellier Méditerranée
Métropole aux conditions décrites dans le
présent arrêté pour les années 2018 à 2023**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- VU le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- VU le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **VU** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **VU** la demande de l'établissement INTERMARCHE COURNONSEC, CENTRE COMMERCIAL LE FRIGOULET;
- **VU** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement INTERMARCHE COURNONSEC, CENTRE COMMERCIAL LE FRIGOULET,
- dont le siège social est situé Rue de la Billière, ZAC du Frigoulet, à COURNONSEC 34660,
- est représenté par Monsieur CHICO Stéphane, en qualité de Président Directeur Général,
L'Établissement INTERMARCHE COURNONSEC, COMMERCIAL LE FRIGOULET
- est situé Rue de la Bilière, ZAC du Frigoulet, à COURNONSEC 34660,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont: B 1473, 1948, 1950, 1951, 1953, 1956, 1957, 2033, 2035 et 2037,
ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre commercial avec une station-service, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue de la Billière, ZAC du Frigoulet, à COURNONSEC 34660.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de transformation de produits alimentaires (laboratoire boucherie, poissonnerie INTERMARCHE),
- Station-service (INTERMARCHE),
- Coiffure (JEAN VALLON),
- Réparation express (CLE COORDONNERIE),
- Institut de beauté (ESPACE BEAUTE, DS GUINOT),
- Boulangerie pâtisserie (INTERMARCHE),
- Tabac presse

- Stockage de produits de tous types,
- Stockage de déchets,
- Production de chaleur et d'aération (réfrigération, ventilation),
- etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 393 734 397 00010
- Code NAF ou APE : 4711 D

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	Déclaration
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société AQUALTER Exploitation (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence AQUALTER Exploitation à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement INTERMARCHE COURNONSEC doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement INTERMARCHE COURNONSEC, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement INTERMARCHE COURNONSEC désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement INTERMARCHÉ COURNONSEC devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement INTERMARCHÉ COURNONSEC et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement INTERMARCHÉ COURNONSEC s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement INTERMARCHE COURNONSEC, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Établissement INTERMARCHE COURNONSEC de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement INTERMARCHE COURNONSEC sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 21 nov. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 21/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-65376-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/11/18

Réception en Préfecture : 21/11/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Monsieur Gérard LANNELONGUE -
Conseiller métropolitain - Délégué au
Développement économique lié à
l'Industrie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-18, L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'Innovation et de l'Artisanat,
- **VU** la qualité de Conseiller métropolitain de Monsieur Gérard LANNELONGUE.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Gérard LANNELONGUE reçoit délégation au Développement économique lié à l'Industrie auprès de Madame Chantal MARION, Vice-présidente. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 26/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64383-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/11/18

Réception en Préfecture : 26/11/18

Notifié le : 28/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service dialogue social accompagnement managérial et égalité professionnelle

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant composition du bureau de
vote pour la Commission Administrative
Paritaire Catégorie B - Élections
professionnelles 2018**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- **Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics notamment son article 15,
- **Vu** l'arrêté du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** la note d'information ministérielle du 29 juin 2018 relative aux élections des représentants du personnel aux comités techniques, commissions administratives paritaires et commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est institué à la Salle Pelloutier du bâtiment Junon de l'Hôtel de Métropole, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire B. Il sera ouvert le jeudi 6 décembre 2018, de 7h30 heures à 17 heures.

ARTICLE 2 : Jean-Luc COUSQUER, Conseiller délégué de Montpellier Méditerranée Métropole est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote lors des élections à la Commission Administrative Paritaire B.

ARTICLE 3 : Cécile MATTERA, directrice des parcours professionnels et des compétences, est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote lors des élections à la Commission Administrative Paritaire B.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire :	Nathalie DUMONT-VEYRAC
Délégué de liste CFDT titulaire :	Olivier DELAGE
Délégué de liste CFDT suppléant :	Patrice LORTHIOIS
Délégué de liste CGT titulaire :	Robert TRINQUIER
Délégué de liste CGT suppléant :	Jean-Marc BARDIN
Délégué de liste FO titulaire :	Edwige HERNANDEZ
Délégué de liste SUD titulaire :	François FOURES
Délégué de liste SUD suppléant :	Patrick CORNELLES
Délégué de liste UNSA titulaire :	Mohamed CHEBLI
Délégué de liste UNSA suppléant :	Sandrine CAMPOS

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms, et sans modification, sous peine de nullité de bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin, le bureau central de vote procède :

- aux opérations de recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) .
- et au dépouillement du scrutin.

ARTICLE 7 : Le bureau central de vote établit un procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales en deux exemplaires.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 30/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-68272-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/11/18

Réception en Préfecture : 30/11/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service dialogue social accompagnement managérial et égalité professionnelle

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant composition du bureau de
vote pour les Commissions Consultatives
Paritaires Catégories A, B et C - Élections
professionnelles 2018**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- **Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** l'arrêté du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** la note d'information ministérielle du 29 juin 2018 relative aux élections des représentants du personnel aux comités techniques, commissions administratives paritaires et commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est institué à la Salle Pelloutier du bâtiment Junon de l'Hôtel de Métropole, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire A. Il sera ouvert le jeudi 6 décembre 2018, de 7h30 heures à 17 heures.

ARTICLE 2 : Rosy BUONO, Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote lors des élections à la Commission Consultative Paritaire A, B et C.

ARTICLE 3 : Gérald PEREZ, Responsable de la Gestion des Temps à la Direction de l'Administration des Ressources Humaines, est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote lors des élections à la Commission Consultative Paritaire A, B et C.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire :	Typhaine PICQUENOT
Délégué de liste UNSA titulaire :	Mohamed CHEBLI
Délégué de liste UNSA suppléant :	Sandrine CAMPOS

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms, et sans modification, sous peine de nullité de bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.


ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin, le bureau central de vote procède :

- aux opérations de recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) .
- et au dépouillement du scrutin.

ARTICLE 7 : Le bureau central de vote établit un procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales en deux exemplaires.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 nov. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 30/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-68270-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/11/18

Réception en Préfecture : 30/11/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service dialogue social accompagnement managérial et égalité professionnelle

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant composition du bureau de
vote pour la Commission Administrative
Paritaire Catégorie A - Élections
professionnelles 2018**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- **Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics notamment son article 15,
- **Vu** l'arrêté du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** la note d'information ministérielle du 29 juin 2018 relative aux élections des représentants du personnel aux comités techniques, commissions administratives paritaires et commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est institué à la Salle Pelloutier du bâtiment Junon de l'Hôtel de Métropole, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire A. Il sera ouvert le jeudi 6 décembre 2018, de 7h30 heures à 17 heures.

ARTICLE 2 : Rosy BUONO, Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote lors des élections à la Commission Administrative Paritaire A.

ARTICLE 3 : Laurence VIDAL-GASCON, chargée de projets au sein de la Direction du Pilotage et de la Modernisation des Ressources Humaines est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote lors des élections à la Commission Administrative Paritaire A.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire :	Elise MUHLEIM
Délégué de liste CFDT titulaire :	Olivier DELAGE
Délégué de liste CFDT suppléant :	Patrice LORTHIOIS
Délégué de liste FO titulaire :	Edwige HERNANDEZ
Délégué de liste UNSA titulaire :	Mohamed CHEBLI
Délégué de liste UNSA suppléant :	Sarah COMMUNAL

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms, et sans modification, sous peine de nullité de bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin, le bureau central de vote procède :

- aux opérations de recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) .
- et au dépouillement du scrutin.

ARTICLE 7 : Le bureau central de vote établit un procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales en deux exemplaires.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 30/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-68051-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/11/18

Réception en Préfecture : 30/11/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service dialogue social accompagnement managérial et égalité professionnelle

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant composition du bureau de
vote pour le Comité Technique - Élections
professionnelles 2018**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- **Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **Vu** l'arrêté du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** la note d'information ministérielle du 29 juin 2018 relative aux élections des représentants du personnel aux comités techniques, commissions administratives paritaires et commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est institué à la Salle Pelloutier du bâtiment Junon de l'Hôtel de Métropole, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique. Il sera ouvert le jeudi 6 décembre 2018, de 7h30 heures à 17 heures.

ARTICLE 2 : Régine ILLAIRE, vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote lors des élections au Comité Technique.

ARTICLE 3 : Benoit ZENOU, Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote lors des élections au Comité Technique.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire :	Nathalie CONNAC
Délégué de liste CFDT titulaire :	Olivier DELAGE
Délégué de liste CFDT suppléant :	Patrice LORTHIOIS
Délégué de liste CFTC titulaire :	Etienne PINOT
Délégué de liste CFTC suppléant :	Nathalie BOURGEAT
Délégué de liste CGT titulaire :	Robert TRINQUIER
Délégué de liste CGT suppléant :	Jean-Marc BARDIN
Délégué de liste FO titulaire :	Edwige HERNANDEZ
Délégué de liste SUD titulaire :	Jean-Louis ESTEVE
Délégué de liste SUD suppléant :	François FOURES
Délégué de liste UNSA titulaire :	Mohamed CHEBLI
Délégué de liste UNSA suppléant :	Sandrine CAMPOS

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms, et sans modification, sous peine de nullité de bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin, le bureau central de vote procède :

- aux opérations de recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) .
- et au dépouillement du scrutin.

ARTICLE 7 : Le bureau central de vote établit un procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales en deux exemplaires.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 30/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-68048-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/11/18

Réception en Préfecture : 30/11/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté prescrivant l'engagement de la
modification simplifiée n°1 du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants,
- **VU** le PLU de la Commune de Grabels approuvé le 07/10/2013 et mis en compatibilité en date du 09/03/2015,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi),
- **VU** la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015,
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, notamment pour adapter l'emprise au sol et la hauteur d'un sous-secteur de la Valsière,
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,

- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :

- de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- de diminuer ces possibilités de construire,
- de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser,
- d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Grabels est engagée.

ARTICLE 2 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Grabels seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

ARTICLE 3 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Commune de Grabels préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Grabels. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

Montpellier, le 30 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 30/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-67311-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/11/18

Réception en Préfecture : 30/11/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.